

Lettre conjointe :

Les exportations de GNL du Canada atlantique sont scrutées à la loupe au milieu de la flambée mondiale des énergies renouvelables.

Premier ministre du Canada, le très honorable Justin Trudeau

Ministre des Ressources naturelles, l'honorable Jonathan Wilkinson

Ministre de l'Environnement et du Changement climatique, l'honorable Steven Guilbeault

Premier ministre du Nouveau-Brunswick, l'honorable Blaine Higgs

Premier ministre de la Nouvelle-Écosse, l'honorable Tim Houston

Premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador, l'honorable Andrew Furey

Premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, l'honorable Dennis King

La date: Le 10 avril 2024

Au nom de 28 organisations de l'ensemble du Canada atlantique.

Le Canada atlantique a une fantastique occasion d'ouvrir la voie et de créer un système énergétique plus durable, plus abordable et plus sain pour notre région.

La récente décision du président américain Joe Biden de cesser d'approuver de nouvelles exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) devrait nous inciter à nous arrêter et à réfléchir. Il est temps que le Canada atlantique emboîte le pas et mette fin aux nouveaux projets fondés sur le GNL, le gaz de schiste et les combustibles fossiles et fasse passer le bien-être de sa population et de sa région avant les gains commerciaux à court terme.

Au Canada, la majorité des projets fondés sur le GNL et le gaz de schiste sont commercialisés comme des composantes cruciales des stratégies d'exportation d'énergie axées sur les marchés étrangers. Cependant, de [récentes données](#) en provenance d'Europe montrent qu'un ensemble de facteurs, dont un déploiement substantiel d'infrastructures solaire et éolienne, ainsi qu'une efficacité énergétique appuyée par des technologies comme les thermopompes ont entraîné une chute de 19 % des émissions de gaz à effet de serre issus de la génération d'électricité.

Il convient de relever que bien que la production de charbon ait diminué, elle n'a pas été remplacée par une production de gaz. En fait, tant l'usage du charbon que celui de gaz ont diminué. L'usage du gaz a constamment diminué au cours des cinq dernières années, notamment lors d'une chute substantielle en 2023, ce qui indique la poursuite d'une tendance d'indépendance vis-à-vis des combustibles fossiles. Pour la première fois, la génération d'énergie éolienne a même surpassé la production de gaz, ce qui a marqué une étape importante dans notre parcours sur la voie des énergies renouvelables.

L'idée selon laquelle en exportant du GNL du Canada atlantique, on comblerait la demande de l'Europe est fautive. L'Europe n'a pas besoin de GNL canadien et aucun argument économique ne justifie le développement d'autres projets de GNL. En 2023, Repsol a abandonné son projet d'usine de GNL dans le Canada atlantique, considéré comme le plus viable de toutes les installations planifiées, [invoquant une impossibilité économique](#). Les récentes conclusions d'une [étude sur le GNL](#) ont aussi remis en question la notion selon laquelle le GNL est un substitut plus propre. Bien au contraire : elles laissent penser que le GNL transporté par bateau pourrait produire trois fois plus de pollution par gaz à effet de serre que si les pays importateurs brûlaient leur propre charbon.

Vu ce revirement récent, accorder la priorité à la sécurité énergétique étrangère grâce à des projets fondés sur le GNL et le gaz de schiste n'a pas de sens. Bien au contraire : investir dans des énergies renouvelables canadiennes constitue une approche plus durable et plus écologique. En accordant la priorité au développement d'énergies renouvelables nationales, le Canada peut réduire sa dépendance aux exportations de combustibles fossiles, atténuer les répercussions environnementales et favoriser sa propre sécurité énergétique à long terme.

La récente décision du président Biden d'interrompre les exportations de GNL et de gaz de schiste met en lumière l'évolution du panorama énergétique mondial. On prévoit que, dans les deux années à venir, les énergies renouvelables représenteront 35 % de l'énergie mondiale. Il faut se rendre à l'évidence : l'avenir appartient aux énergies renouvelables, et le Canada atlantique a l'occasion d'ouvrir la voie.

De plus, l'investissement dans les énergies renouvelables offre de nombreux avantages en sus de la durabilité environnementale. Il peut atténuer la pauvreté énergétique, réduire les frais de chauffage des ménages et créer de nouvelles possibilités économiques pour notre région. En ajoutant 10 % d'énergies renouvelables au réseau chaque année, on peut accélérer notre transition vers un système énergétique plus propre et plus résilient. Dans le monde entier, des données probantes montrent que les énergies renouvelables sont la [forme de nouvelle production la plus abordable](#) et continuent de réduire les coûts.

Nous n'ignorons pas que les entreprises de GNL s'adonnent à un lobbying agressif. Ils prétendent que le GNL est une solution de rechange durable. Il n'en reste pas moins que la pollution issue des combustibles fossiles, dont le gaz, pose un risque substantiel pour la santé du public et contribue à l'apparition de maladies respiratoires, de maladies cardiovasculaires et d'autres problèmes de santé. En adoptant des projets fondés sur les énergies renouvelables de plus petite envergure, nous pouvons atténuer ces risques et créer un environnement plus sain pour tous les résidents du Canada atlantique. Les communautés doivent prendre part à tout projet d'énergie local proposé pour veiller à être informées et y consentir en toute connaissance de cause, plus particulièrement les communautés autochtones et les Premières Nations locales, dont bon nombre [s'opposent aux projets fondés sur les combustibles fossiles](#).

Tournons-nous vers des solutions énergétiques régionales réalistes ancrées dans des sources renouvelables comme les énergies éolienne et solaire et le stockage par batterie pour l'usage local, et laissons tomber le GNL, le gaz de schiste et les exportations de combustibles fossiles. Ces sources constituent des solutions de recharge plus propres que les combustibles fossiles et sont garanties d'une plus grande abordabilité et d'une meilleure sécurité énergétique pour tous les résidents de nos provinces.

Nous vous remercions de votre attention à l'endroit de cette question urgente. Je me réjouis des mesures positives que prendront les gouvernements provinciaux et fédéral en faveur d'un avenir plus propre, plus lumineux et plus prospère pour le Canada atlantique.

En vous remerciant de votre attention, nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le groupe des 28 organisations suivantes :

BeCompassionateNL

Belleisle Watershed Coalition Inc.

Canadian Association of Nurses for the Environment (CANE)

Climate Change Task Force Unuma'ki–
Cape Breton

Coalition for Responsible Energy
Development in New Brunswick (CRED-NB)

Conservation Council of New Brunswick

Council of Canadians - National

Council of Canadians - Fredericton

Council of Canadians - North Shore

Council of Canadians - PEI chapter

Council of Canadians - South Shore

Council of Canadians - Avalon

Council of Canadians - Kent County

Canadian Association of Physicians for the
Environment - New Brunswick

Canadian Association of Physicians for the
Environment -Nova Scotia

Canadian Association of Physicians for the
Environment - Newfoundland & Labrador

Ecology Action Centre

Energy Democracy Now! Cooperative

Grand Chief Ron Tremblay, Wolastoq
Grand Council

Hampton Water First

Imaginons la Péninsule acadienne
autrement

Memramcook Action

NB Lung

New Brunswick Anti-Shale Gas Alliance
(NBASGA)

PEI (Epekwitk) Fridays for Future Climate
Action Group

Sierra Club Canada

Sustainable Energy Group

Tantramar Alliance Against Hydro-Fracking

